

Cet ouvrage qui comporte huit articles rédigés en espagnol, à l'exception de l'un d'entre eux, rassemble les textes des communications présentées lors d'une journée d'étude qui portait sur « Les cultures politiques dans l'Espagne du XIX^e siècle ». Elle était organisée, en juin 2008, par le « Centre de Recherches Interdisciplinaires sur les Mondes Ibériques et Contemporains », dirigé par Michel Ralle.

Julien Lanes Marsall et Mariane Ostolaza précisent dans leur Introduction que les articles concernent un domaine où se rejoignent la politique et la culture. Dans plusieurs articles, les références, dans les notes de bas de page, révèlent que cette « histoire culturelle » est probablement née en France, à l'extrême fin du XX^e siècle et qu'elle s'est développée durant les premières années du siècle suivant ; de là, la mention des livres et articles de J.P. Roux, J.F. Sirinelli, B.Pellistrandi et S.Berstein. Mais cette « histoire culturelle » n'a pas tardé à s'implanter en Espagne où elle connaît actuellement un bel essor, comme l'illustrent les mentions de livres et d'articles qui s'échelonnent entre 2006 et 2009 et qui font apparaître notamment les noms de J.Canal, J. Moreno Luzón, M. Morales Muñoz, I.Saz et J.de D. Romero. En raison de sa publication récente ne pouvait être cité l'ouvrage coordonné par Manuel Pérez Ledesma et María Sierra, *Culturas políticas : teoría e historia* (Institución « Fernando el Católico » /CSIC, Zaragoza, 2010), qui vient compléter l'ouvrage présenté ici. Dans les deux, le libéralisme, le républicanisme, le nationalisme et le patriotisme sont pareillement envisagés sous l'angle de leurs composantes ou répercussions culturelles.

L'ouvrage parisien s'ouvre sur l'article de Pedro Rújula, « Guerra y política en los orígenes de la España contemporánea, 1808-1840 ». S'intéressant à la Guerre d'Indépendance (1808-1814), l'auteur défend une thèse, jusque-là plutôt rejetée par l'historiographie libérale et « de gauche » ; en effet, pour P.Rújula, la guerre contre les occupants français contribue au renforcement des positions contre-révolutionnaires, phénomène qui – on en convient – aide à comprendre le rapide effondrement du libéralisme en 1815 et l'acceptation, quasi générale, par la population du retour à l'absolutisme. Comme P.Rújula laisse de côté, en toute logique, le début de mise en œuvre de la politique libérale élaborée à Cadix et Madrid entre 1810 et 1814, il lui est facile de mettre en valeur la continuité et la force de la pensée et de l'activisme contre-révolutionnaires que l'on peut suivre depuis la Guerre d'Indépendance jusqu'à la première Guerre Carliste. Cette interprétation est d'autant plus aisée à soutenir que P. Rújula, qualifiable par nous, avec amitié et respect, d'« aragonésiste », se réfère presque exclusivement à l'Aragon et au *Maestrazgo* lorsqu'il évoque la Guerre Carliste. On conviendra volontiers avec lui que sa thèse est difficilement récusable si elle se borne à porter sur les soulèvements populaires, non élitistes, non bourgeois, qui ont éclaté au début de la Guerre d'Indépendance en 1808, pendant le Triennat Constitutionnel (1820-1823), en 1827 et en 1833, lorsque sont entrés en action les « Cuerpos de Voluntarios Realistas » que P.Rújula avait étudiés antérieurement, en 1998, dans *Contrarrevolución, realismo y carlismo en Aragón y el Maestrazgo, 1820-1840*.

A l'opposé de P.Rújula qui a été amené à passer sous silence le libéralisme et ses composantes culturelles pendant la Guerre d'Indépendance et le Triennat Constitutionnel, Marie-Angèle Orobon, se référant aux deux mêmes époques, procède à une approche nouvelle et séduisante dans son article intitulé « *Morir por la libertad : muerte y sacrificio en la cultura política*

liberal del siglo XIX ». Après avoir défini la « culture politique » comme « un répertoire de rites et de célébrations tendant à consolider une communauté historique et unie politiquement », elle donne à voir comment les libéraux - cette fois, il n'est plus question des « contre-révolutionnaires » - se sont employés à célébrer « les martyrs de la liberté » lors de leurs obsèques ou par le moyen de l'érection de monuments commémoratifs. L'hommage qui leur était ainsi rendu et qui tendait à les sacraliser, s'accompagnait de larmes et de sanglots. M.A. Orobon met en valeur un caractère singulier, à savoir que ce nouveau culte civil emprunte beaucoup au culte religieux séculaire, sans aller jusqu'à le combattre toutefois. Cette « religion civile », qui rappelle le culte voué en France à Marat, « premier martyr de la liberté », est née en 1808, lorsque les malheureux héros du « Dos de Mayo » madrilène, Daoíz et Velarde, ont été consacrés « premiers martyrs de la liberté nationale », avant de devenir « les martyrs de l'indépendance ». A la fin du Triennat Constitutionnel, le martyr par excellence, pour les libéraux, est Riego. Plus tard, ce sera Torrijos, célébré par Espronceda dans un poème et, beaucoup plus tard, par Antonio Gisbert, dans un grand tableau devenu fameux. Dans la troisième partie de son travail, intitulée « Genealogías », M.A. Orobon montre comment les libéraux, soucieux d'inscrire leurs héros dans une continuité historique nationale, choisissent d'en faire les descendants d'autres personnages au destin tragique, pareillement admirables et émouvants : il s'agit des chefs de la « Comunería », Juan de Padilla, Juan Bravo et Francisco Maldonado. Au XX^e siècle, les républicains, vaincus, feront le même choix, tandis que, dans le camp adverse, les Carlistes institueront la « Fête des Martyrs de la Tradition » ; de leur côté, les franquistes feront de « José Antonio » (Primo de Rivera) leur grand martyr.

Dans « El carlismo pasado por el tamiz de la memoria : las memorias de los militares al servicio de la construcción de la memoria colectiva », Laetitia Blanchard Rubio analyse des témoignages en général peu connus, qui s'échelonnent entre 1835 et 1842 : ceux d'Alphonse de Barrès du Molard, du baron de los Valles, de Charles Frederick Henningsen et d'Antonio de Zariategui. L. Blanchard Rubio conclut au mélange des genres, dans la mesure où, selon des proportions variables, se combinent, chez ces auteurs, le rappel de leur credo légitimiste, la volonté de témoigner, plus que le souci de se mettre en valeur, la recherche du pittoresque, les touches d'exotisme et la persistance de vieux stéréotypes visant les Espagnols et les Basques.

Mariane Ostolaza, dans « La cultura política carlista a través de la literatura popular : les *bertso paperak* », vient illustrer indirectement la thèse de P.Rújula en procédant à la lecture politique de ces textes carlistes qui occupent tout un secteur de l'espace public en Pays Basque : places, tavernes, foires... Ces textes, destinés à un auditoire majoritairement illettré, invitent à soutenir et célébrer le prétendant Carlos, à défendre la religion et l'Eglise, à détester les libéraux tenus pour des impies, des nouveaux riches, des mauvais Espagnols contaminés par l'étranger et en rupture avec les traditions nationales. Les « Fueros » sont considérés comme des signes identitaires du peuple basque dont la langue est naturellement l' « euskera ». Tel est, en somme, pour une bonne part, le contenu idéologique de cette « contre-révolution » dont P.Rújula avait suivi le cheminement entre 1808 et 1840.

L'article de Rafael Serrano García fait faire un bond en avant dans le temps, puisque l'auteur livre ici des « Consideraciones en torno al republicanismo y a las culturas políticas republicanas en la España del Sexenio Democrático (1868-1874) ». Dans la première partie, ces considérations, d'ordre général, versent sur l'historiographie et sur la notion de « culture politique ». Dans la logique de cette approche, le républicanisme n'est plus appréhendé comme une forme de gouvernement ou un type d'institutions. Sans doute l'étude du républicanisme au cours du Sexenio implique-t-elle celle de la façon dont sont traités la liberté, l'égalité,

l'éducation, la laïcité, l'esclavage, le « sorteo », mais la recherche centrée sur les cultures politiques (la démocrate, la « demosocialista », la « demoliberal »), qui est à poursuivre, doit porter sur l'espace public, l'école, le « casino », les processions civiques, le théâtre, la « pliego de cordel », la presse...

Dans son article intitulé « *Maldecir cantando en la democracia republicana : parodia de coplas, villancicos y cantares en el político Gil Blas (1864-1872)* », Julien Lanes Marsall étudie comment un journal satirique, au moyen de la parodie, a joué un rôle dans la diffusion de cette culture démocratique-républicaine en s'adressant à un public qui appartient aux classes populaires urbaines et à la petite bourgeoisie. Après avoir rendu compte de l'évolution du contenu politique du journal où s'expriment notamment l'exigence de l'ordre et la revendication de la liberté de culte, l'auteur livre un aperçu sur les lieux de sociabilité urbaine : cafés, « casinos », « ateneos »...

Le nom de Père Gabriel est associé, de longue date, à son étude des mouvements ouvriers à Majorque (1973), à sa direction de l'*Histoire de la culture catalane* (1994-1999) et à sa biographie de Joan Peiró Belís, ministre de la 2^e république. Ici, P.Gabriel livre des réflexions panoramiques, que les profanes auront peut-être du mal à déchiffrer, sur « Republicanismos y culturas federales en la España del siglo XIX ». En vérité, l'auteur ne traite de « la culture politique » que *in extremis*, en quelques lignes, puisque aussi bien il a entrepris de caractériser, de façon différentielle, les conceptions du fédéralisme propres à Joan Baptista Guardiola, Francesc Pi y Margall, Fernando Garrido et, plus sommairement, José M. Orense, Nicolás Salmerón, Valentí Almirall et Estanislau Figueras.

On osera avouer que, après la lecture du texte, austère et très savant, de P. Gabriel, celle de la contribution de Stéphanie Demange permet de se détendre, alors que, paradoxalement, il est surtout question de douleurs et de larmes. S. Demange examine en effet « Un regard bourgeois sur la question sociale : la peinture académique et « lacrymogène » sous la Restauration espagnole (1890-1910) ». Cette peinture, en son temps maltraitée par la critique et rarement étudiée, est celle produite par 1.500 artistes au long d'une période de 20 ans. S.Demange butte sur deux contradictions, à savoir que le public bourgeois a réservé un bon accueil à cette production où prédominaient les ouvriers et les paysans profondément malheureux ; de plus, sa thématique incite aujourd'hui à la qualifier de « peinture sociale ». Or S.Demange conclut, de façon inattendue, nette et convaincante, que cette « peinture académique expose la misère pour mieux pouvoir la nier » : elle y procède au moyen de la poétisation, de l'académisme, du primat conféré à l'émotion au détriment de la réflexion, du recours à la morale comme thérapeutique et du refus de mettre l'Eglise en accusation.

La conclusion s'impose d'elle-même : en dépit de sa dimension relativement modeste (277 pages), cet ouvrage, innovateur et de bout en bout intéressant, vient, à point nommé, compléter et illustrer celui coordonné par M.Pérez Ledesma et M.Sierra. Il est éminemment recommandable et tout à l'honneur des responsables du séminaire parisien, qui ont rendu possible cette fructueuse collaboration d'historiens espagnols et d'hispanistes français.

Jean-René Aymes
Professeur émérite, Université de la Sorbonne Nouvelle – Paris III